

Accords fiscaux—Loi

M. le vice-président: L'honorable secrétaire parlementaire a raison dans ses remarques. La parole est à l'honorable député de Renfrew—Nipissing—Pembroke (M. Hopkins). Débat.

[Traduction]

M. Hopkins: Monsieur le Président, il y a eu une autre déclaration. Je ne l'ai pas sous les yeux, mais comme je la connais par coeur, je n'ai pas besoin de la lire. Il s'agit de la promesse que le premier ministre du Canada (M. Mulroney) a faite à plusieurs milliers de personnes dans ma circonscription au cours de la dernière campagne électorale, au sujet de l'Énergie atomique du Canada Limitée, à Chalk River.

M. Horner: Quel est le rapport?

M. Hopkins: Le voici. Les gens ne font plus confiance au gouvernement, car il fait exactement le contraire de ce qu'il dit. Aujourd'hui, le ministre des Finances fait exactement le contraire de ce qu'il avait annoncé à la Chambre en 1982. D'après ce qu'il avait dit alors, un gouvernement conservateur n'aurait jamais fait cela.

Le premier ministre avait dit à l'Énergie atomique du Canada Limitée que non seulement son budget serait maintenu, mais qu'il chercherait à l'augmenter pour qu'elle puisse faire davantage de recherche et de développement. Qu'a fait le premier ministre? Le ministre des Finances l'a aidé à tenir sa promesse en amputant de 100 millions de dollars le budget de l'Énergie atomique du Canada Limitée. Par dessus le marché, il va abolir 550 postes . . .

M. Forrestall: Quel est le rapport?

M. Hopkins: L'enseignement a un rapport avec les industries de pointe. S'ils avaient été honnêtes, les ministériels n'auraient fait aucune de leurs 338 promesses de la dernière campagne électorale. Même les promesses négatives que les ministériels ont faites ne sont pas tenues.

Le ministre des Finances a bel et bien dit à la Chambre d'une voix forte et claire et avec beaucoup de fierté, que c'était la responsabilité du gouvernement, mais c'était pour la mauvaise raison. Le gouvernement fédéral se décharge de ses responsabilités sur le dos des gouvernements provinciaux et des municipalités, ce qui est une erreur.

M. Forrestall: Voulez-vous savoir quand cela a commencé, Len?

M. Hopkins: Il n'ont pas le moindre problème, si je peux continuer à couvrir le vacarme que font ceux qui parlent de leur place . . .

M. Forrestall: Cela remonte à Otto Lang et à certains autres.

M. Hopkins: En toute justice, monsieur le Président, je crois que vous devriez rappeler un peu les députés à l'ordre.

M. Forrestall: Vous n'aimez pas cela, n'est-ce pas, cher ami? Vous n'aimez pas la vérité. Elle blesse un peu.

M. Hopkins: Les conservateurs ont consacré 1 milliard à renflouer les banques. Ils enlèvent 8 milliards aux provinces en six ans. Ils ne tiennent pas les promesses qu'ils avaient faites aux provinces et à l'Énergie atomique du Canada Ltée. Ils sabrent dans le budget du Conseil national de recherches. Dans une large mesure, ce sont de grands établissements de formation et de recherche.

● (2000)

Que fait le ministre des Finances au sujet de l'assurance-maladie? Il diminue les contributions versées aux provinces. Je suis de ceux qui seraient heureux de voir le gouvernement fédéral responsable de l'assurance-maladie, s'il était possible de faire cette modification à notre Constitution. Alors, on ne pourrait plus se refiler les problèmes, le gouvernement devrait assumer ses responsabilités vis-à-vis des provinces du Canada.

D'autres députés ont mentionné que cette mesure législative conduira à des niveaux de soins différents selon les régions. Dans une large mesure, la qualité des soins au niveau provincial dépend des ressources financières de la province. Le gouvernement fédéral perçoit les plus lourds impôts que nous ayons jamais vu, en tout cas que nous ayons vu depuis longtemps, sur les revenus des particuliers. Il perçoit des impôts des petites entreprises, des impôts qui augmenteront. En fait, le gouvernement fédéral a levé plus d'impôts sur les sources mêmes auxquelles les gouvernements provinciaux devront avoir recours pour trouver plus d'argent pour financer la santé et l'enseignement. Elles devront trouver quelque part l'argent que ne leur donnera pas le gouvernement fédéral au cours des six prochaines années. Ainsi, la province d'Ontario va perdre quelque 3 milliards en paiements de transfert d'ici 1992. C'est passer les difficultés aux provinces et les obliger à augmenter leurs impôts.

Je prédis que la réduction des paiements de transfert aux provinces et territoires va nous obliger plus tard à créer une commission semblable à la Commission Rowell-Sirois nommée en 1937. Cette commission a étudié en profondeur les arrangements financiers fédéraux-provinciaux au Canada et soumis d'excellentes recommandations. C'est probablement le meilleur rapport qui ait été produit dans ce domaine au Canada; de nombreuses réformes en ont découlé. Nous aurons un jour à débattre aux Communes de changements aux dispositions du projet de loi C-96, à la suite d'une étude fouillée d'une future commission sur les arrangements fiscaux avec les provinces. Je crois également qu'il faudra modifier la loi pour équilibrer les finances provinciales que détruit le projet de loi à l'étude aujourd'hui.

De nombreux diplômés sortent aujourd'hui de nos universités. En fait, des personnes plus âgées retournent à l'université en grand nombre pour parfaire leur formation dans les domaines techniques, les arts, les professions libérales et autres. Elles se rendent compte qu'elles ont besoin d'accroître leurs connaissances et leur formation. D'autres encore auront besoin à l'avenir de recyclage dans notre système d'enseignement. La responsabilité de former tous les Canadiens est une lourde charge pour les provinces. Au Parlement du Canada, nous sommes toutefois responsables de l'emploi. Les provinces nous diront qu'elles partagent aussi cette responsabilité. Nous manquerions à nos responsabilités en matière d'emploi en n'affectant pas suffisamment de fonds fédéraux à l'éducation pour garder nos établissements en activité, maintenir un enseignement de qualité et préparer des étudiants à relever les défis de demain. Pour que ces étudiants trouvent des emplois à leur sortie de l'université, nous n'aurons jamais trop de développement.